



Arrêt

n° 68 535 du 17 octobre 2011
dans l'affaire x / I

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F. F. DE LA I^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juillet 2011 par x, qui déclare être de nationalité tunisienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 juin 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 20 septembre 2011 convoquant les parties à l'audience du 10 octobre 2011.

Entendu, en son rapport, S. PARENT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me M. LYS, loco Me A. PHILIPPE, avocats, et R. MATUNGALA, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité tunisienne. Vous seriez originaire de El Mourouj (nord de la Tunisie).

Depuis 2002-2003, vous seriez commerçant en fruits et légumes. Vous menaçant de vous donner une amende, vous auriez dû payer des pots-de-vin (argent ou marchandises) à des représentants de la commune, de la police ou du contrôle des prix.

Vous auriez également été harcelé par un fonctionnaire de la commune, lequel n'acceptait pas la concurrence que vous faisiez à ces deux fils, commerçants comme vous. Ces derniers auraient même

vandalisé votre magasin et ils vous auraient agressé physiquement. Vous auriez porté plainte auprès de la police contre un de leurs comparses.

Suite à ces ennuis, vous auriez décidé de fermer votre commerce et de quitter votre pays.

Cette décision aurait été également motivée par le fait que vous deviez payer aux impôts une énorme somme ainsi que diverses amendes à la commune et à l'organisme du contrôle des prix que vous jugez infondées.

Vous déclarez être également insoumis depuis 2007. Vous refuseriez d'accomplir vos obligations militaires car vous seriez le seul soutien financier de votre famille et parce que vous auriez un problème aux yeux.

Fin 2007, une convocation aurait été envoyée à votre domicile par un tribunal militaire suite à votre insoumission.

Vous prétendez également avoir été mis en cellule à plusieurs reprises suite à un contrôle routier parce qu'il vous manquait des documents pour votre voiture. Vous auriez été à chaque fois libéré suite au paiement d'un pot-de-vin.

Le 2 juin 2008, vous auriez fui votre pays à destination de la Libye. Après être resté deux mois et demi dans ce pays, vous seriez parti en Italie où vous seriez arrivé en août 2008. Vous seriez resté environ une vingtaine de jours sur le territoire italien puis, vous seriez allé en France où vous auriez séjourné un mois avant de vous rendre au Luxembourg où vous seriez également resté un mois. Ensuite, vous seriez venu en Belgique, pays dans lequel vous seriez arrivé en décembre 2008. Vous y avez introduit une demande d'asile le 14 février 2011.

En Europe, vous auriez appris par votre frère que ce fonctionnaire de la commune et ces deux fils seraient toujours à votre recherche ainsi qu'une personne qui aurait fait de la prison après s'être bagarré avec une autre personne dans votre magasin. Début 2011, vous auriez eu connaissance du fait que vous seriez recherché par les autorités pour vos amendes et impôts impayés. Vous auriez peur, pour cette raison, d'être condamné à une peine de prison.

B. Motivation

Force est d'abord de constater que vous invoquez avoir été victime de la corruption généralisée touchant votre pays dans le cadre de votre profession ainsi que dans votre vie quotidienne. Les auteurs de cette corruption seraient des représentants de la police et de l'administration. Vous déclarez que cette corruption toucherait les personnes ordinaires, à savoir celles n'ayant pas de relation (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 3, 4 et 9). Vous faites part également d'amendes et d'impôts impayés par vous pour justifier que vous ne puissiez retourner en Tunisie. Vous soutenez que ces derniers seraient non fondés sans apporter aucun élément de preuve permettant de l'attester (cf. rapport d'audition en date du 1er avril, p. 3 et 6). Or, de tels motifs ne peuvent être rattachés à l'un des critères prévus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951, à savoir un motif religieux, politique, de nationalité, de race ou d'appartenance à un groupe social.

Quant aux problèmes que vous auriez rencontrés avec un représentant de la commune, ils ne peuvent non plus être rattachés à l'un des critères prévus par ladite Convention susmentionnée. De fait, ces problèmes auraient pour origine la concurrence que vous feriez par votre commerce à ses deux fils tenant également un magasin de fruits et légumes (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 2 et 4). Il en est de même en ce qui concerne les menaces lancées contre vous par une personne ayant été condamnée à une peine de prison pour s'être bagarrée dans votre commerce (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 5).

Notons également qu'en ce qui concerne les menaces faites à votre rencontre par un représentant de la commune (fait susmentionné), il s'avère que vous avez pu porter plainte auprès de la police contre un de ses acolytes et que le fait que cette dernière n'ait nullement agi ne repose que sur vos seules allégations (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 4).

Force est aussi de constater que vous faites part de votre qualité d'insoumis pour justifier l'introduction par vous d'une demande d'asile. Vous déclarez refuser d'accomplir vos obligations militaires parce que

vous seriez l'unique soutien de votre famille et parce que vous auriez des problèmes de santé (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011 p. 7). Or, de tels éléments ne peuvent être rattachés à l'un des critères prévus par la Convention de Genève susmentionnée. De plus, il s'avère que vous n'avez pas jugé nécessaire d'introduire une demande de dispense auprès de l'administration militaire. Vous justifiez cette absence de démarches dans votre chef par le fait qu'il aurait fallu payer un pot-de-vin, fait reposant uniquement sur vos allégations (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011 p. 7, 8 et 9).

Pour le surplus, notons que vous avez quitté votre pays en juin 2008 et que vous avez séjourné plusieurs semaines en Italie, en France et au Luxembourg. Vous n'avez à aucun moment jugé nécessaire d'introduire une demande d'asile dans l'un de ces pays. Ensuite, vous seriez arrivé en Belgique en décembre 2008 et n'avez introduit une demande d'asile dans ce pays que le 14 février 2011 (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 2 et 3). Un tel manque d'empressement de votre part à introduire une demande d'asile n'est nullement compatible avec le comportement d'une personne qui craint d'être victime de persécution au sens de la Convention précitée, laquelle au contraire se réclamerait au plus vite d'une protection internationale. Confronté à cet état de fait, vous ne fournissez aucune justification pertinente. De fait, vous vous limitez à dire que vous n'aviez pas de véritables raisons de demander l'asile et que vous avez préféré le faire vu les derniers événements s'étant déroulés dans votre pays et que vous aviez besoin de preuves (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 3 et 6).

Remarquons, concernant la protection subsidiaire, qu'il s'avère que vous n'avez fourni aucun élément pertinent permettant de penser que vous ne puissiez trouver refuge dans une autre région de votre pays afin de fuir les menaces proférées à votre encontre par un fonctionnaire communal et ses deux fils. De fait, vous vous contentez de dire que vous ne pourriez vous installer ailleurs vu les difficultés rencontrées pour ouvrir un commerce. Vous faites part également du fait que ces personnes pourraient vous retrouver sans fournir aucun élément concret permettant de penser que ces dernières émettent le désir de vous rechercher sur l'ensemble du territoire (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 5 et 10). Dès lors, au vu de ces éléments, il n'est nullement permis de croire qu'il existerait de sérieux motifs de penser qu'en cas de retour en Tunisie vous encourriez un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers.

Ajoutons que l'analyse des informations sur la situation actuelle en Tunisie (voir copie dans le dossier administratif) ne permet pas de conclure qu'il existe un conflit armé interne ou international où des civils risqueraient de faire l'objet de menaces graves contre leur vie ou leur personne en raison d'une violence aveugle au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers, et, à l'heure actuelle, aucun élément ne permet de suggérer que la situation évoluerait dans pareille direction.

Enfin, en ce qui concerne les documents que vous versez à l'appui de votre demande d'asile (à savoir un document délivré par la Croix rouge en Italie, une télécopie de votre passeport, une télécopie de votre permis de conduire, une télécopie d'une carte de recensement, une télécopie d'acte de naissance de vos frères et soeurs, une télécopie de deux premiers rappels et une télécopie d'une analyse médicale concernant votre maman), ils n'appuient pas valablement votre demande d'asile. De fait, ceux-ci témoignent d'éléments de votre récit (à savoir votre passage en Italie, votre situation familiale, le non-paiement d'amende et le fait que vous ayez été appelé sous les drapeaux en 1997) qui n'ont jamais été remis en cause par la présente décision.

En ce qui concerne la télécopie de la convocation émise par le Ministère de l'Intérieur et du Développement rural datant de mai 2006, elle n'appuie pas valablement votre demande d'asile car le motif de ladite convocation n'y est nullement inscrit. Au niveau des télécopies des deux attestations d'avis de recherche, il n'est permis de n'y accorder aucun crédit. De fait, dans ces deux documents, il est indiqué que vous seriez né le 20/4/1982. Or, vous avez déclaré être né le 2/6/1978 (cf. rapport d'audition en date du 1er avril 2011, p. 1), date de naissance reprise sur la télécopie de votre passeport et de votre permis de conduire. Dès lors, il est autorisé de conclure que ces deux documents sont des faux et que vous n'êtes nullement recherché par vos autorités nationales pour votre qualité d'insoumis et que vous ayez été condamné à trois mois de prison et à une amende pour ne pas avoir rempli vos obligations militaires comme inscrit dans l'un desdits documents.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en

considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête

2.1. Dans sa requête, la partie requérante confirme, pour l'essentiel, l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle prend un moyen unique de l'erreur manifeste d'appréciation ainsi que de la violation des articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2.3. La partie requérante verse au dossier administratif divers documents, outre une photo du commerce du requérant, rédigés en langue arabe. Le Conseil rappelle, à cet égard, que, en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, « Les pièces que les parties veulent faire valoir sont communiquées en original ou en copie et doivent être accompagnées d'une traduction certifiée conforme si elles sont établies dans une langue différente de celle de la procédure. ». L'alinéa 2 de cette disposition précise qu'« À défaut d'une telle traduction, le Conseil n'est pas tenu de prendre ces documents en considération ». En l'espèce, en application de cette disposition, le Conseil décide de ne pas prendre ces pièces en considération, puisqu'elles sont établies dans une langue différente de celle de la procédure, et qu'elles ne sont pas accompagnées d'une traduction certifiée conforme.

2.4. Dans le dispositif de la requête, elle sollicite, à titre principal, le reconnaissance du statut de réfugié et, à titre subsidiaire, le bénéfice de la protection subsidiaire.

3. L'examen du recours

3.1. Les arguments des parties portent sur l'établissement des faits invoqués. La partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer la protection subsidiaire, en raison de différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »). Quant à la partie requérante, elle conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

3.2. Le Conseil observe en premier lieu que la motivation de la décision attaquée développe longuement les motifs qui ont amené la partie défenderesse à rejeter la demande. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons du rejet de sa demande.

3.3.1. S'agissant de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse considère que les motifs avancés par le requérant relatifs à sa situation socio-économique, à savoir les faits de corruptions généralisés et ennuis en découlant (voir décision attaquée) sont des motifs qui ne peuvent pas être rattachés à l'un des critères visés par cette disposition et par l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 (ci-après, la Convention de Genève), auquel ladite disposition renvoie. La partie requérante répond dans sa requête que *« dès lors que les persécutions émanent de fonctionnaires représentant les autorités tunisiennes, il y a lieu de leur conférer un caractère politique et de rattacher les événements vécus à la Convention de Genève »*.

3.3.2. En l'espèce, le Conseil constate que la partie requérante ne soutient pas que la situation qu'a subi, et que craint de subir à nouveau, le requérant, à supposer les faits établis, quod non, résulte de ses opinions politiques, ni d'aucun autre critère visé par l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève. En conséquence, la partie requérante n'établit pas que sa demande ressortit au champ d'application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

3.3.3. Ainsi, le Conseil considère que ces motifs sont dans l'ensemble pertinents, qu'ils se vérifient à la lecture du dossier administratif et qu'ils ne reçoivent aucune réponse utile en termes de requête.

3.4. S'agissant de l'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, la requête vise explicitement le risque réel pour la partie requérante d'être victime des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la torture et les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants dans son pays d'origine. Or, le Conseil rappelle que la simple

invocation, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque d'être soumis à une persécution ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté ou de subir des atteintes graves au regard des informations disponibles sur son pays, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En effet, si le requérant produit des commencements de preuves à l'appui de sa demande d'asile, le Conseil fait sien les motifs de la décision attaquée et constate que ces documents n'ont pas une force probante suffisante pour corroborer les allégations du requérant.

3.5. Enfin, le Conseil constate qu'il ne ressort ni des pièces du dossier administratif, ni des arguments des parties que la situation qui prévaut actuellement en Tunisie peut s'analyser comme une situation de « violence aveugle en cas de conflit armé » au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

3.6. En conséquence, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des sérieux motifs de croire qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2.

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-sept octobre deux mille onze par :

M. S. PARENT,

président f. f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. KALINDA,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. KALINDA

S. PARENT